

AXIS vu par le président Sidi Ould Tah (1)

La nouvelle doctrine de la Banque africaine de
développement : financer l'Afrique à partir de ses
propres richesses



Version longue

Introduction — Comment Sidi Ould Tah redéfinit la mission de la Banque africaine de développement

Une transition discrète mais profonde à la tête de la BAD — L'élection de Sidi Ould Tah à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD) a été largement analysée sous l'angle institutionnel, comme la succession d'Akinwumi Adesina après dix années marquées par une forte expansion de l'institution. Pourtant, derrière cette transition apparemment classique se dessine une évolution beaucoup plus profonde. Depuis son arrivée à la tête de la Banque, le dirigeant mauritanien imprime progressivement une nouvelle vision du développement africain, fondée sur une mobilisation plus ambitieuse des ressources du continent lui-même et sur une transformation des mécanismes traditionnels de financement.

Pourquoi le changement de présidence dépasse la simple alternance institutionnelle — Cette nouvelle orientation intervient dans un contexte international particulièrement complexe. Le ralentissement de l'aide publique au développement, le durcissement des conditions d'emprunt, les tensions géopolitiques et le recul de certains bailleurs historiques obligent les institutions africaines à repenser leurs modèles. Pour Sidi Ould Tah, l'enjeu n'est pas simplement de trouver de nouveaux partenaires financiers. Il s'agit de modifier en profondeur la manière dont l'Afrique conçoit son financement, en réduisant sa dépendance aux ressources extérieures et en valorisant davantage ses propres actifs économiques, financiers et naturels.

Une nouvelle lecture du financement du développement africain — Au cœur de cette réflexion se trouve une conviction devenue l'un des marqueurs de la nouvelle présidence : l'Afrique n'est pas un continent pauvre en ressources, mais un continent qui peine encore à mobiliser pleinement sa richesse. Épargne domestique, ressources naturelles, actifs environnementaux, capacités entrepreneuriales et marchés régionaux représentent un potentiel considérable. La mission de la Banque ne consiste donc plus uniquement à financer des projets de développement, mais à construire les mécanismes capables de transformer ces richesses en investissements productifs, en emplois et en prospérité durable pour les populations africaines.

1. La fin d'un modèle fondé principalement sur l'aide extérieure

Un contexte international devenu moins favorable

Le recul progressif des bailleurs traditionnels — Pendant plusieurs décennies, le financement du développement africain a reposé en grande partie sur les contributions des grandes puissances économiques et des institutions multilatérales. Ce modèle a permis de financer des infrastructures, des programmes sociaux et des réformes économiques dans de nombreux pays du continent. Mais les priorités budgétaires des pays donateurs évoluent. Les contraintes financières internes, les tensions géopolitiques et la multiplication des crises internationales conduisent plusieurs partenaires historiques à réduire progressivement leurs engagements extérieurs, créant ainsi de nouvelles incertitudes pour les économies africaines.

Le signal envoyé par le retrait américain du FAD — La décision des États-Unis de ne pas participer à la dernière reconstitution du Fonds africain de développement (FAD) a constitué un signal particulièrement fort. Au-delà du montant concerné, cette décision a illustré la fragilité d'un système reposant largement sur les choix politiques des bailleurs extérieurs. Pour de nombreux observateurs, cet épisode a confirmé que les mécanismes traditionnels de solidarité internationale ne peuvent plus être considérés comme acquis. Il a également renforcé l'idée que l'Afrique doit progressivement bâtir des solutions financières moins dépendantes des cycles politiques internationaux.

Les limites du financement concessionnel classique — Si les ressources concessionnelles demeurent essentielles pour de nombreux pays africains, elles ne suffisent plus à répondre à l'ampleur des besoins actuels. Les déficits d'infrastructures, les investissements nécessaires à la transition énergétique, l'industrialisation, l'éducation ou encore l'adaptation climatique exigent des volumes financiers bien supérieurs aux capacités des mécanismes classiques. La Banque africaine de développement estime désormais que le véritable défi n'est plus seulement de mobiliser davantage d'aide, mais de créer des instruments capables d'attirer massivement les capitaux publics, privés et institutionnels vers les priorités de développement du continent.

Le déficit de financement du continent

Les 400 milliards de dollars de besoins annuels — Pour la Banque africaine de développement, l'Afrique fait face à un défi financier d'une ampleur sans précédent. Les besoins annuels liés aux infrastructures, à l'énergie, à l'agriculture, à l'industrialisation, à l'éducation, à la santé et à l'adaptation climatique sont aujourd'hui estimés à près de 400 milliards de dollars. Cet écart considérable entre les ressources disponibles et les investissements nécessaires constitue l'un des principaux freins à la transformation économique du continent. Réduire ce déficit est devenu une priorité centrale de la nouvelle stratégie portée par Sidi Ould Tah.

L'impasse de l'endettement public — Face à l'insuffisance des financements disponibles, de nombreux États africains ont eu recours à l'endettement pour soutenir leurs programmes de développement. Mais cette stratégie atteint aujourd'hui ses limites. La hausse des taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers et l'alourdissement du service de la dette réduisent progressivement les marges de manœuvre budgétaires. Dans plusieurs pays, une part croissante des recettes publiques est consacrée au remboursement des emprunts, au détriment des

investissements productifs. Pour la BAD, le développement africain ne peut durablement reposer sur une accumulation continue de dettes.

Pourquoi les ressources budgétaires ne suffisent plus — Même lorsque les finances publiques sont relativement solides, les budgets nationaux ne permettent plus à eux seuls de répondre aux besoins de développement. La croissance démographique, l’urbanisation rapide, les exigences de la transition énergétique et la modernisation des infrastructures nécessitent des investissements massifs sur plusieurs décennies. Dans ce contexte, la BAD estime que les ressources budgétaires doivent désormais jouer un rôle d’amorce plutôt que de financement exclusif. L’enjeu consiste à utiliser les moyens publics pour attirer des capitaux privés, mobiliser l’épargne africaine et créer de nouveaux mécanismes de financement à grande échelle.

Une conviction nouvelle : l’Afrique n’est pas pauvre

Les 4 000 milliards de dollars d’épargne africaine — L’un des constats les plus souvent mis en avant par Sidi Ould Tah depuis son arrivée à la présidence de la BAD concerne l’importance des ressources financières déjà présentes sur le continent. Selon les estimations reprises par la Banque, l’Afrique dispose d’environ 4 000 milliards de dollars d’épargne sous gestion à travers les fonds de pension, les compagnies d’assurance, les fonds souverains, les banques et les investisseurs institutionnels. Cette réalité conduit la BAD à remettre en question l’idée selon laquelle le principal problème du continent serait un manque de capitaux.

Le problème n’est plus la ressource mais sa mobilisation — Pour la nouvelle direction de la Banque, le véritable défi réside moins dans l’existence des ressources que dans leur orientation vers les secteurs productifs. Une grande partie de l’épargne africaine demeure investie à l’étranger ou placée dans des actifs peu liés au développement du continent. Les infrastructures, l’agriculture, l’industrie, l’énergie ou les projets liés à la transition climatique peinent encore à capter ces capitaux. La priorité devient donc de construire les mécanismes financiers, réglementaires et institutionnels capables de transformer cette épargne disponible en investissements à long terme.

Les marchés financiers africains comme nouveau levier — Cette réflexion conduit la BAD à accorder une importance croissante au développement des marchés financiers africains. Pour Sidi Ould Tah, les bourses régionales, les marchés obligataires, les mécanismes de garantie et les nouvelles plateformes de financement doivent jouer un rôle central dans la mobilisation des ressources du continent. L’objectif est de créer des circuits financiers capables de relier l’épargne africaine aux besoins de financement des États, des entreprises et des collectivités. Dans cette perspective, les marchés financiers ne sont plus seulement des outils de placement. Ils deviennent des instruments stratégiques de transformation économique et de souveraineté financière.

2. La doctrine Sidi Ould Tah : valoriser les ressources africaines

Repenser la richesse africaine

Sortir d'une vision exclusivement extractive — Pendant longtemps, la richesse africaine a été essentiellement évaluée à travers le volume de matières premières extraites et exportées. Cette approche a certes généré des recettes importantes, mais elle a souvent laissé au continent une part limitée de la valeur créée. La nouvelle doctrine défendue par Sidi Ould Tah cherche à dépasser cette logique. Pour la BAD, les ressources naturelles ne doivent plus être considérées uniquement comme des produits d'exportation, mais comme les fondements d'une transformation économique capable de créer davantage de valeur, d'emplois et de prospérité sur le continent.

Transformer les actifs naturels en actifs financiers — La réflexion portée par la Banque africaine de développement repose sur une idée simple : les ressources naturelles constituent également des actifs économiques susceptibles d'être valorisés au-delà de leur exploitation physique. Les forêts, les réserves minières, les ressources hydriques ou encore les actifs liés au carbone peuvent devenir des supports de financement, à condition d'être correctement identifiés, mesurés, certifiés et gouvernés. Cette évolution marque un changement profond dans la manière d'appréhender la richesse africaine, désormais envisagée comme un levier de mobilisation de capitaux et non plus seulement comme une source de revenus d'exportation.

Donner une valeur économique aux ressources sous-utilisées — De nombreuses ressources africaines demeurent encore insuffisamment valorisées dans les mécanismes économiques traditionnels. Les services environnementaux rendus par les forêts, la biodiversité, les réserves de carbone ou certaines ressources communautaires génèrent une valeur réelle pour l'économie mondiale sans toujours produire de revenus significatifs pour les populations concernées. La BAD considère que l'un des grands enjeux des prochaines années consiste précisément à construire les outils permettant de révéler cette valeur, de la sécuriser et de la transformer en financements capables de soutenir le développement local et national.

La nouvelle architecture financière africaine

Les fondements de la NAFAD — Au cœur de la vision portée par Sidi Ould Tah figure la Nouvelle architecture financière africaine pour le développement (NAFAD). Cette initiative repose sur une conviction centrale : l'Afrique doit construire des mécanismes de financement davantage fondés sur ses propres ressources et sur ses propres institutions. L'objectif n'est pas de se substituer aux partenaires internationaux, mais de réduire la dépendance du continent aux financements extérieurs en renforçant la coordination entre banques de développement, fonds souverains, banques centrales, investisseurs institutionnels et acteurs privés africains.

Le Consensus d'Abidjan — La mise en place de cette nouvelle architecture s'est traduite par l'adoption du Consensus d'Abidjan, présenté comme une feuille de route destinée à renforcer la coopération financière africaine. Ce cadre rassemble plusieurs principes visant à améliorer la mobilisation des ressources, à harmoniser les interventions des institutions financières africaines et à favoriser le financement des

projets structurants. Pour la BAD, ce consensus constitue une étape importante dans la construction d'un système financier davantage centré sur les priorités du continent et capable de soutenir sa transformation économique à long terme.

La mobilisation du capital africain — L'un des principaux objectifs de la NAFAD consiste à mieux orienter le capital africain vers les besoins de développement du continent. Fonds de pension, compagnies d'assurance, banques, fonds souverains et investisseurs institutionnels disposent aujourd'hui de ressources considérables qui demeurent encore insuffisamment mobilisées au profit des infrastructures, de l'industrialisation ou des projets productifs. La stratégie défendue par la BAD vise à créer les instruments financiers, les garanties et les cadres de gouvernance nécessaires pour attirer ces capitaux vers les secteurs prioritaires et accélérer ainsi la transformation économique africaine.

Le rôle stratégique des garanties

Réduire le risque perçu de l'Afrique — Pour Sidi Ould Tah, l'un des principaux obstacles au financement du développement africain n'est pas l'absence de capitaux disponibles à l'échelle mondiale, mais la perception du risque associée au continent. De nombreux investisseurs considèrent encore les projets africains comme plus risqués qu'ils ne le sont réellement, ce qui augmente les coûts de financement et limite les flux d'investissement. La BAD estime que la réduction de ce risque perçu constitue désormais un levier aussi important que la mobilisation de nouvelles ressources financières.

L'ATIDI comme instrument clé — Dans cette stratégie, l'African Trade and Investment Development Insurance (ATIDI) occupe une place centrale. Cette institution spécialisée dans l'assurance et la garantie des investissements est appelée à devenir l'un des piliers de la nouvelle architecture financière africaine. En renforçant sa participation au sein de l'ATIDI, la BAD entend accroître la capacité de cette organisation à couvrir les risques politiques, commerciaux et souverains. L'objectif est de sécuriser davantage les investissements et de rassurer les acteurs financiers intéressés par les opportunités offertes par les économies africaines.

Attirer les capitaux privés à grande échelle — La logique poursuivie par la Banque est celle de l'effet de levier. Chaque dollar engagé sous forme de garantie doit permettre de mobiliser plusieurs dollars d'investissements privés supplémentaires. Cette approche vise à dépasser les limites des financements publics traditionnels en attirant les fonds de pension, les compagnies d'assurance, les banques d'investissement et les investisseurs institutionnels vers des projets africains. Pour la BAD, les garanties constituent désormais un outil stratégique permettant de transformer la confiance en investissement et l'investissement en croissance économique durable.

3. Ressources naturelles : le nouveau chantier stratégique de la BAD

De la conservation à la valorisation

Une évolution de la pensée du développement — Pendant plusieurs décennies, les politiques de développement et de préservation de l’environnement ont souvent été conduites séparément. Les ressources naturelles étaient principalement abordées sous l’angle de la conservation ou de l’exploitation économique. La réflexion portée aujourd’hui par la Banque africaine de développement cherche à dépasser cette opposition. La nouvelle approche consiste à considérer les ressources naturelles comme des actifs stratégiques capables de soutenir simultanément la croissance économique, la résilience climatique et le développement des communautés. Cette évolution marque une transformation importante de la pensée du développement sur le continent.

Forêts, biodiversité et carbone comme actifs économiques — Dans cette nouvelle lecture, les forêts, la biodiversité et les réserves de carbone ne sont plus seulement perçues comme des patrimoines écologiques à protéger. Elles deviennent également des actifs économiques susceptibles de générer de la valeur lorsqu’ils sont correctement identifiés, mesurés, certifiés et intégrés dans des mécanismes de financement adaptés. Pour la BAD, les services environnementaux rendus par ces écosystèmes possèdent une valeur réelle pour l’économie mondiale. L’enjeu consiste désormais à construire des cadres de gouvernance permettant aux pays africains et aux communautés locales de mieux capter cette valeur.

Le Bassin du Congo comme infrastructure mondiale — Cette évolution apparaît particulièrement visible dans le cas du Bassin du Congo, deuxième massif forestier tropical de la planète après l’Amazonie. Longtemps considéré principalement comme une réserve écologique mondiale, il est aujourd’hui de plus en plus perçu comme une infrastructure naturelle essentielle à la régulation du climat, à la préservation de la biodiversité et au stockage du carbone. Cette reconnaissance modifie progressivement la manière dont les institutions financières envisagent son rôle économique. Pour la BAD, le défi n’est plus seulement de préserver cet actif exceptionnel, mais également de créer les mécanismes capables de transformer sa valeur mondiale en opportunités concrètes de développement pour les populations qui en assurent la protection.

Créer davantage de valeur en Afrique

L’enjeu de la transformation locale — Pour la BAD, la véritable richesse d’une ressource naturelle ne réside pas uniquement dans son extraction mais dans sa capacité à générer de la valeur sur le territoire où elle est produite. Pendant longtemps, une grande partie des matières premières africaines a quitté le continent sous forme brute avant d’être transformée ailleurs. Cette situation a limité les retombées économiques locales. La nouvelle doctrine portée par Sidi Ould Tah vise au contraire à favoriser la transformation sur place afin de renforcer les revenus, les compétences et les capacités industrielles africaines.

Les chaînes de valeur africaines — Cette stratégie repose sur le développement de chaînes de valeur intégrées capables de relier production, transformation, logistique, financement et commercialisation. Pour la Banque, l’Afrique doit progressivement passer d’une économie d’exportation de matières premières à une économie de

création de valeur. Cela implique des investissements dans les infrastructures, l'énergie, la formation professionnelle, les technologies et les mécanismes de financement adaptés. Les chaînes de valeur africaines apparaissent ainsi comme un instrument essentiel pour accroître la compétitivité du continent et renforcer son autonomie économique.

Créer des emplois plutôt qu'exporter des matières premières — La priorité donnée à la transformation locale répond également à un objectif social majeur : la création d'emplois. Sidi Ould Tah considère que la performance d'un projet de développement doit être évaluée en fonction de son impact sur l'emploi, notamment pour les jeunes. Chaque étape supplémentaire réalisée localement dans une chaîne de valeur génère des opportunités économiques nouvelles. Pour la BAD, l'Afrique ne pourra pleinement tirer parti de son potentiel démographique qu'en développant des activités industrielles et de services capables d'absorber une main-d'œuvre toujours plus nombreuse et qualifiée.

Vers une nouvelle génération de projets

Numérisation des ressources — L'émergence des technologies numériques ouvre de nouvelles perspectives pour la gestion et la valorisation des ressources africaines. Cartographie numérique, systèmes d'information géographique, intelligence artificielle, blockchain, outils de géolocalisation et plateformes de données permettent désormais d'identifier, de documenter et de suivre des actifs avec une précision inédite. Pour la BAD, ces innovations améliorent la connaissance des ressources disponibles et facilitent leur intégration dans des mécanismes de financement capables de soutenir le développement économique et territorial.

Traçabilité et gouvernance — La traçabilité devient progressivement un élément central des nouveaux modèles de développement. Qu'il s'agisse des minerais, des produits agricoles, du carbone ou des ressources forestières, les investisseurs et les marchés internationaux exigent davantage de garanties sur l'origine, la conformité et la gestion des actifs financés. Pour la BAD, les systèmes de traçabilité ne constituent pas seulement des outils techniques ; ils sont aussi des instruments de gouvernance permettant de réduire les risques, de lutter contre les pratiques informelles, d'améliorer la transparence et de renforcer la confiance des partenaires financiers.

Monétisation responsable des actifs naturels — La valorisation économique des ressources naturelles ne peut produire des résultats durables que si elle s'appuie sur des mécanismes rigoureux de gouvernance, de partage des bénéfices et de protection des populations concernées. La BAD défend une approche dans laquelle les revenus issus du carbone, de la biodiversité, des forêts ou d'autres ressources communautaires contribuent directement au développement des territoires. L'objectif n'est pas seulement de créer de nouveaux flux financiers, mais de transformer ces actifs en instruments de création de richesse locale, de financement des infrastructures et de résilience économique pour les communautés.

Conclusion

La BAD finance désormais des écosystèmes — La transformation engagée sous la présidence de Sidi Ould Tah dépasse largement la question des volumes financiers mobilisés par la Banque africaine de développement. La BAD ne cherche plus seulement à financer des infrastructures, des entreprises ou des programmes publics pris isolément. Elle s’oriente progressivement vers une approche systémique fondée sur le financement d’écosystèmes complets associant institutions, communautés, ressources naturelles, investisseurs et mécanismes de gouvernance. Cette évolution reflète une vision plus intégrée du développement, dans laquelle la création de valeur repose autant sur les interactions entre les acteurs que sur les investissements eux-mêmes.

La doctrine cherche déjà ses terrains d’application — La nouvelle doctrine financière défendue par la Banque ne peut produire ses effets qu’à travers des expériences concrètes capables d’en démontrer la pertinence. Les principes de mobilisation du capital africain, de valorisation des ressources naturelles, de réduction des risques et de création de valeur locale nécessitent des terrains d’expérimentation à grande échelle. Plusieurs initiatives émergent déjà dans différents secteurs, qu’il s’agisse des infrastructures, de l’énergie, de l’agriculture ou de la finance climatique. Pour la BAD, ces projets représentent autant d’opportunités de tester de nouveaux instruments susceptibles d’être ensuite reproduits dans d’autres régions du continent.

Pourquoi certains projets pilotes attirent désormais l’attention de la Banque — Dans ce contexte, les projets capables de relier ressources naturelles, innovation financière, développement communautaire et création d’emplois suscitent un intérêt croissant. Ils répondent à plusieurs priorités stratégiques de la Banque : améliorer la mobilisation des ressources, renforcer la résilience économique des territoires, attirer des capitaux privés et accroître la valeur créée localement. Plus qu’un simple financement de projets, la BAD semble désormais rechercher des modèles reproductibles capables d’incarner sa nouvelle vision du développement africain : une croissance fondée sur la valorisation des richesses du continent au bénéfice direct de ses populations.